

Depuis les années 30, presque tous les pays du monde ont, sans se concerter, établi des programmes nationaux destinés à protéger leurs producteurs agricoles contre les extrêmes du marché libre. Ces programmes varient considérablement d'un pays à l'autre.

On a beau dire qu'il ne faudrait pas agir de telle ou telle façon, on peut, du point de vue de l'économique, établir une thèse solide pour démontrer que le prix devrait décider de tout, il reste que, sur le plan politique et dans la conjoncture actuelle, la chose est impossible. Et voilà tout!

L'hon. M. HAIG: Très bien!

M. HOPE: Les populations ne veulent plus, semble-t-il, que le marché libre règle la production, ce qui ne veut pas dire que toutes soient en faveur du dirigisme intégral.

L'hon. M. CRERAR: Si nous nous engageons dans cette voie, monsieur Hope, où aboutirons-nous?

M. HOPE: Deux possibilités s'offrent à nous. La voie du marché absolument libre conduira au communisme en Europe (et probablement dans le reste du monde) à très bref délai. C'est là une perspective peu agréable, mais c'est aussi une affirmation que confirment les nombreux renouvellements de gouvernements. Les gens sont pour partie ignorant et pour partie influencés par le sentiment, naturel au fond, que l'État leur doit quelque chose puisqu'il protège d'autres secteurs de la population. Les cultivateurs estiment qu'ils ont droit à la protection de l'État au même titre que le patronat et la main-d'œuvre; s'ils ne l'obtiennent pas, ils renverseront le gouvernement.

L'hon. M. CRERAR: Voici ce qui m'intéresse dans votre raisonnement. Si la stabilité exige que nous nous engageons dans cette voie, où cela nous mènera-t-il?

M. HOPE: Suivre jusqu'au bout la voie qui conduit à la stabilité parfaite ou, comme le préconise en certains pays, partager les risques jusqu'à les supprimer à peu près tous, nous conduirait au dirigisme intégral et au socialisme absolu, pour aboutir, peut-être, au communisme.

L'hon. M. CRERAR: Et à une diminution constante de la liberté dans le monde?

M. HOPE: En effet. Mais il est une chose étonnante à cet égard. Je croyais que cette voie menait fatalement à la suppression de toute liberté, mais j'en suis moins sûr depuis le jour où j'ai lu le compte rendu d'un rédacteur canadien qui, voici trois ans, s'est rendu en Suède, où il a interviewé le premier ministre de ce pays. La Suède, on le sait, est dirigée, depuis un certain nombre d'années, par un gouvernement social-démocrate. Cependant, on dit souvent de la Suède qu'elle a un gouvernement de "juste milieu". Au cours des campagnes électorales, les soutiens de ce gouvernement, qui occupe le pouvoir depuis un certain nombre d'années, faisaient miroiter aux yeux des électeurs les avantages d'un dirigisme poussé à l'extrême limite; mais, quand il a obtenu le pouvoir, le gouvernement n'est pas allé jusqu'au bout dans la voie du dirigisme. A ce rédacteur canadien qui lui demandait: "Maintenant que vous détenez le pouvoir absolu, vous n'avez qu'à adopter les lois nécessaires pour réaliser l'étatisation générale. Cependant, bien que vous occupiez le pouvoir depuis longtemps déjà, vous n'avez encore parcouru qu'environ le quart du chemin. Pourquoi vous arrêter là?", le premier ministre de la Suède a répondu: "Nous nous sommes arrêtés là où la population voulait, estimions-nous, que nous nous arrétions. Nous savons que nous pourrions perdre toute liberté en allant plus loin."